



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs - section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE DE CLASSE



La rentrée politique et les luttes...

La rentrée politique est maintenant bien avancée. Le gouvernement s'apprête déjà à réattaquer en proposant une série de mesures qui appauvriront encore plus les travailleurs. De leur côté, les syndicats, après un début d'année marqué par le sceau de la démobilisation, proposent une manifestation nationale « anniversaire », à un an de la formation du gouvernement. Où en est-on après un an d'attaques et de luttes, tant du point de vue politique que du syndical ? Quelles alternatives se dessinent-elles, et surtout, comment avancer ? Tels sont les sujets des deux premiers articles de ce journal.

Ce centième exemplaire de *Presse Internationale* est aussi l'occasion de revenir sur certaines luttes exemplaires qui se sont déroulées en Belgique. Il est bien sûr impossible de revenir

sur l'ensemble des luttes, grandes et petites, qui ont secoué le pays ces vingt dernières années. Nous en avons donc choisi trois, par les questions qu'elles soulèvent et les enseignements dont elles peuvent être porteuses, nous semblent importantes à discuter aujourd'hui : la lutte de « ceux de Clabecq », qui a donné lieu au Mouvement pour un Renouveau Syndical, et celle de Splintex, deux luttes qui ont avancé dans le dépassement de la division syndicale ; ainsi que la lutte des sans-papiers, qui pose clairement l'unité de notre classe au-delà des frontières. Comprendre comment ces luttes ont commencé, quelles étaient leurs dynamiques, leurs points forts mais aussi leurs faiblesses, analyser les défaites parfois, doit nous permettre d'avancer dans une question fondamentale pour tous

ceux qui s'engagent dans la lutte aujourd'hui : comment obtenir des victoires ?

La LCT s'est mise au service de ces luttes à l'époque, comme elle se met au service des luttes actuelles. Cette participation s'est reflétée dans le journal et c'est donc dans les anciens exemplaires de *Presse Internationale* que nous avons été chercher les articles que nous republions ici.

Enfin, parce que cette question de l'alternative de classe et des victoires passe par la construction du parti révolutionnaire, nous proposons un bref aperçu de l'Histoire de la Ligue Communiste des Travailleurs, ainsi que de l'Internationale à laquelle elle appartient, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. ■

LIT-QI

LALIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

A un an de « nouveau » gouvernement, où en est-on ?

Les élections fédérales de mai 2014 ont ouvert une discussion importante en Belgique. La N-VA sortait gagnante et tous les partis traditionnels, social-démocratie en tête, appelaient à faire un front pour empêcher la constitution d'un gouvernement « de droite », un gouvernement qui, œuvrant dans l'intérêt des Flamands contre les Wallons, allait « détruire la Belgique ». Des organisations se revendiquant du marxisme révolutionnaire avançaient également des positions semblables. Où en sommes-nous, après presque un an de ce nouveau gouvernement ?



Les résultats des élections fédérales de mai 2014 et les négociations qui ont suivi amenèrent effectivement du nouveau dans la situation politique belge. La social-démocratie (PS/SPa) ne fait plus partie du gouvernement fédéral, après y avoir participé et l'avoir dirigé pendant près de 25 ans. Le CDH francophone (ancien PSC), habitué lui aussi du pouvoir, et les écologistes (Ecolo/Groen), depuis longtemps en crise et sans grande influence politique aujourd'hui, sont également restés dans l'opposition.

Le nouveau gouvernement, sous la houlette de Charles Michel (MR), accompagné par des partis du Nord du pays (N-VA-VLD-CD&V), et étiqueté de « droite dure » par les partis de l'opposition, s'est vu confronté

d'emblée à une série de dénonciations au Parlement. Les liens de membres de la N-VA avec l'extrême droite, son manque d'alternative sociale, le peu de représentation des francophones, entre autres, étaient dans la mire. Mais cette agitation s'est vite essoufflée.

D'autre part, ce gouvernement a donné lieu à beaucoup de discussions, et nous ne pouvons pas nier qu'en ce qui concerne le discours et l'idéologie, il s'exprime plus clairement, avec une conception plus réactionnaire sur l'organisation de la société. Ses discours sont le reflet des tâches qu'il doit réaliser : appliquer les plans d'austérité. C'est vrai que beaucoup de choses avaient déjà été mises en place par les gouvernements précédents – le contrôle des chômeurs, les licenciements,

la précarisation de l'emploi, la privatisation de secteurs publics... – , mais le gouvernement Michel a accentué l'attaque envers les travailleurs et a mis en œuvre un ensemble de mesures qui modifient radicalement la situation politique, économique et démocratique dans le pays.

La réforme de l'Etat et les nouvelles compétences régionales augmentent le rôle des gouvernements régionaux, favorisant la compétition entre les travailleurs et alimentant les discours nationalistes. D'un point de vue économique et concernant la sécurité sociale, ce gouvernement a frappé dur : les salaires sont gelés, l'indexation des salaires est sautée, l'âge de la retraite est rallongé et des allocations sociales sont supprimées,

les services publics sont sous-financés et en processus de privatisation. La présence de l'armée dans nos rues devient normale et il est habituel d'entendre, de la part des représentants politiques et du gouvernement, des propos racistes contre les droits des immigrés. Ce gouvernement tente d'imposer un nouveau rapport de forces, de supprimer nos acquis et nos droits, et de soumettre les travailleurs à des niveaux d'exploitation plus durs.

Il ne s'agit pas uniquement d'une volonté de la N-VA ou des libéraux belges : il suffit de voir l'accord signé par le gouvernement Syriza en Grèce où, malgré les importantes mobilisations dans ce pays, les plans ont pu être appliqués. On se rend compte que, partout, les gouvernements européens appliquent des plans d'austérité qui attaquent notre niveau de vie, bien que le rythme et l'intensité des réformes s'adaptent à la dynamique de la lutte des classes. L'UE est en guerre ouverte contre les travailleurs.

Quelle alternative en Belgique ?

Le PS, qui se propose comme alternative au gouvernement Michel, ne prétend pas changer cette situation. Ce parti applique d'ailleurs à Bruxelles et en Wallonie, où il est au gouvernement, les mêmes mesures que le Fédéral. Les déclarations de Di Rupo – selon lesquelles il annulerait toutes ces réformes s'il était réélu – n'ont pas d'autre objectif que de dévier nos luttes vers le terrain électoral. Nous ne pouvons pas faire confiance au PS. C'est un parti des patrons, comme nous avons pu le voir quand il était au gouvernement fédéral et comme nous le voyons maintenant dans les régions. Ne nous laissons pas tromper : le PS n'est pas une alternative pour les travailleurs ; il a le même objectif d'appliquer l'austérité.

Les directions syndicales, pour leur part, revendiquent leur droit à être consultées, mais assurent au gouvernement la « paix sociale » nécessaire pour que celui-ci puisse

continuer avec ses réformes. En novembre de l'année passée, 120 000 personnes descendirent dans la rue pour manifester contre ces réformes, et depuis lors, les directions syndicales ont organisé la démobilisation et ont découragé les travailleurs pendant un an : pas d'assemblées dans les entreprises, pas de grandes manifestations ou d'actions nationales. Et les revendications restent très vagues : justice fiscale, non à l'austérité... Les directions syndicales ne veulent rien exiger pour les travailleurs : elles veulent seulement sauver « la concertation » et elles s'y rendent pour écouter les positions du gouvernement.

Face à cette situation, les travailleurs et la population en général cherchent des alternatives politiques « de gauche ». Et l'important soutien électoral au PTB est une expression de ce besoin de notre classe et des secteurs populaires. Nous avons besoin d'une alternative politique pour nous organiser et agir. Cependant, le PTB reste dans une logique électorale et, bien qu'avec des positions politiques qu'on peut parfois soutenir, il ne met pas à disposition des travailleurs tous ses moyens politiques, syndicaux et financiers pour organiser nos luttes et remporter des victoires. Le PTB bénéficie de la confiance de beaucoup de travailleurs et c'est dans les mobilisations à venir et dans la lutte contre les plans du gouvernement que nous pourrions voir s'il est une alternative pour nos luttes ou s'il s'agit d'un parti de plus de ce régime.

D'autres mouvements sont nés – Hart boven Hard, Toute Autre Chose, et avant eux, Acteurs de temps présents – comme une volonté de trouver des alternatives aux partis traditionnels et contre l'attitude d'immobilisme des directions syndicales. Mais ils restent très limités dans leurs revendications et dans leurs objectifs pour organiser la lutte ; ils ne voient pas l'intérêt de soutenir les luttes des travailleurs et d'y participer, se limitant à des souhaits citoyens, sous le couvert de vouloir

brasser large et de bien passer auprès de tout le monde. Après les grèves de fin 2014, ils ne se sont pas beaucoup mobilisés et ont limité le gros de leur activité à faire de la propagande et des réunions d'organisation internes.

La lutte continue

Voici qu'une nouvelle année législative commence, et le gouvernement lance déjà une série de réformes pour combler ses objectifs budgétaires : l'augmentation de la TVA sur l'électricité et le diesel, la taxe santé et d'autres mesures seront appliquées cette année pour économiser de l'argent aux patrons. Les organisations syndicales appellent en front commun à une manifestation pour le 7 octobre. Nous croyons évidemment que c'est important, mais l'absence d'un plan de lutte à long terme reste notre plus grande faiblesse. L'absence de revendications claires en est une autre.

Le 7 octobre, nous devons aller manifester. Ce sera une occasion importante pour montrer notre force, pour y participer avec nos organisations et exposer nos revendications. Nous ne voulons pas du MR, du PS et d'autres N-VA, nous ne voulons pas d'une « vraie concertation sociale », nous voulons le retrait de toutes les mesures du gouvernement !

Nous ne pouvons plus attendre les ordres des directions syndicales et nous devons préparer cette mobilisation dans nos lieux de travail, dans les ateliers et les dépôts, dans les bureaux. Nous devons discuter comment y participer, comment nous organiser ; nous devons discuter de ce que nous voulons revendiquer.

Et nous devons discuter de la nécessité aussi de créer le rapport de forces et les outils nécessaires pour mettre fin à tous ces gouvernements des patrons, à cette Europe du capital. ■

Tous à la mobilisation du 7 octobre !

Pour un plan de lutte avec continuité !

Aucune confiance dans les parti au pouvoir au Fédéral ou dans les Régions !

Organisons-nous pour mettre fin à tous ces plans d'austérité !

NON à l'Europe du capital !

Quelle stratégie syndicale pour nos luttes ?

Beaucoup de travailleurs et de militants syndicaux doutent de l'utilité de sortir dans la rue ce 7 octobre. En effet, on est sorti en manif, on a fait des grèves, régionales, puis nationale et cela n'a rien donné ! Effectivement, l'ensemble des mesures annoncées par le gouvernement Michel sont bien passées: saut d'index, recul de l'âge de la retraite, baisse des cotisations patronales, durcissement de la chasse aux travailleurs sans emplois et aux bénéficiaires du CPAS.

Il faut le dire clairement : se mobiliser, avec la même stratégie ne servirait à rien. Pire, cela affaiblirait encore plus la combattivité des travailleurs qui s'est exprimée fin 2014, en les démotivant. Il faut absolument tirer les leçons de ce qui s'est passé pour ne pas refaire les mêmes erreurs, et donner une orientation à la lutte capable de faire reculer le gouvernement. Pour cela des assemblées générales de base sont indispensables pour construire un plan de lutte efficace.

Les luttes de novembre et décembre 2014 ont été impressionnantes, des dizaines de milliers de travailleurs sont sortis dans les rues, certains pour la première fois. Le nombre de grévistes fut historiquement élevé et des militants ont assuré des centaines de piquets de grève. La force du mouvement était là, il ne fallait plus qu'une décision de nos directions syndicales pour engager encore plus de camarades dans la lutte et faire reculer le gouvernement. Ces dernières ont même été débordées lors de la

manif du 6 novembre de plus de 40.000 travailleurs ! Mais c'est l'inverse qui s'est produit. Après la grève générale, nos chefs syndicaux ont arrêté brutalement la lutte. La démoralisation commençait à s'installer après les premiers accords avec le gouvernement, dont l'accord salarial signé par la CSC.

**Comment cela a-t-il été possible ?
Comment a-t-on laissé les directions syndicales trahir notre lutte ?**

Une première réponse est que les directions syndicales ont un objectif

différent de celui des travailleurs. Lors des discours, ils vont nous jurer qu'ils seront avec nous jusqu'au bout. Mais dans les faits, ils obéissent à leur propre agenda. Celui-ci est déterminé par leur fonction sociale : calmer la lutte des travailleurs et négocier avec le patronat et le gouvernement. En effet, dans le modèle social belge, les organisations syndicales ne sont plus des organisations de combat comme il y a un siècle, mais des organisations qui aident les patrons et le gouvernement à maintenir



Léon Trotsky, qui a passé la majeure partie de sa vie à analyser les processus de lutte de notre classe, disait que, justement à cause de l'expérience des chefs du mouvement ouvrier, « *qu'une grève générale, surtout dans les vieux pays capitalistes, exige un examen marxiste scrupuleux de toutes les circonstances concrètes* ». Il nous donne une catégorie de grève générale préventive qui ressemble étrangement avec ce que nous avons connu en décembre : « nous faisons ici allusion à des cas dans lesquels la direction de la grève est arrivé d'avance, c'est-à-dire sans avoir combattu, à un accord avec l'ennemi de classe quant au déroulement et à l'issue de la grève. Les parlementaires et les dirigeants syndicaux sentent à un moment donné la nécessité de donner une issue à la colère accumulé dans les masses, ou bien sont tout simplement obligés de montrer en marche dans le mouvement qui a éclaté par-dessus leurs propres têtes. Dans de tels cas, ils escaladent en toute hâte l'escalier de service pour rencontrer le gouvernement et obtenir sa permission de prendre la tête du mouvement de grève générale, avec l'engagement de leur part d'y mettre un terme aussi rapidement que possible et sans dommage pour la faïence de l'état. Parfois, et il s'en faut de beaucoup pour que ce soit toujours, ils arrivent à marchander d'avance quelques petites concessions qui leur servent de feuilles de vigne. (...) Dénoncer ces méprisables machinations dans le dos du prolétariat en lutte constitue une partie nécessaire de la préparation à la grève générale. »

L. Trotsky, *L'ILP et la IVe Internationale* – 18.9.1935.

la paix sociale. Le rôle des directions syndicales est de négocier avec ceux-ci et éviter que les luttes n'éclatent hors de leur contrôle. Cette bureaucratie syndicale ne trahit pas « par méchanceté », mais pour « défendre sa tartine », par intérêt, pour montrer qu'elle est utile et ainsi justifier son existence « à la table des négociations » Cette utilité du syndicat pour conserver la paix sociale est d'ailleurs reconnue ouvertement par les patrons.

Fin 2014, les directions syndicales n'avaient en effet pas pour objectif de faire reculer les mesures du gouvernement, mais de négocier quelques aménagements ridicules pour pouvoir justifier leur utilité à la tête de nos syndicats. Que disaient nos dirigeants syndicaux à la veille de la grève générale ? « Retrait immédiat du saut d'index ! », ou « maintien de la pension à 65 ans » ? Non, ils lançaient des mots d'ordre flous comme « pour plus de justice fiscale », et ils demandaient par-dessus tout le retour à la table des négociations du groupe des 10. Il s'agit là d'un groupe composé des patrons, du gouvernement et des syndicats dont la tâche est de préparer les Accord Interprofessionnels. Ce groupe, présidé par le représentant de la FEB, se réunit à huit clos. Bref, un groupe pour négocier dans le dos travailleurs. Et Charles Michel avait bien compris le message et déclarait d'ailleurs ne jamais avoir fermé la porte des négociations, invitant les syndicats à se mettre à table...

Tout cela, alors que nous, dans la rue, nous nous battions pour dire « non » aux mesures d'austérités contre nos salaires, nos pensions, nos services publics.

Le résultat de la lutte, avec quelques mois de recul, est un échec pour nous. Les plans du gouvernement sont passés. Mais pour nos dirigeants syndicaux, cela a été une victoire car, dès février, ils retournaient à la table du groupe des 10.

Les directions syndicales ont senti dès l'été 2014 la colère que le gouvernement Michel allait déclencher chez les travailleurs et elles ont agit préventivement, et ce dès septembre, avec une concentration syndicale. Des luttes spontanées en septembre et octobre n'ont fait que confirmé la disposition de notre classe à la lutte dans les mois qui suivirent et le plan en front commun a

répondu à cette rage, pour la canaliser vers les négociations. La grève générale était la clôture de leur plan de lutte.

Un dégoût légitime

Cette réalité est très concrète et pesante. Tous les jours les directions syndicales mettent des bâtons dans les roues des plus combattifs, tous les jours ils négocient l'austérité et font comprendre aux travailleurs que sans eux ce serait pire, qu'il faut attendre le résultat des négociations. Tous les jours il faut se battre pour imprimer un tract ou pour faire une manif ou une réunion qui n'est pas dans leur agenda.

Certains camarades, parfois avec une longue expérience syndicale, sont dégoûtés de toutes ces magouilles et de ces luttes qui ne servent à rien, sinon à conforter les appareils, et préfèrent quitter le syndicat. Quand on a vu comment les camarades de la délégation de Clabecq ont été exclus¹ alors que tous savaient que cela permettrait à la justice de les poursuivre, on ne peut qu'être dégoûtés. Nous comprenons cette attitude. Mais, malgré que ce soit un pas en avant de se rendre compte des trahisons de nos chefs syndicaux, nous pensons que c'est une erreur, en Belgique actuellement, de quitter le syndicat car c'est notre seul outil de lutte. Il n'est plus tranchant comme le disait un camarade (voir article sur la lutte de Splintex), mais nous n'en avons pas d'autre. Plus encore, actuellement en Belgique, sortir du syndicat serait renoncer à la lutte contre cette bureaucratie et laisser nos camarades un peu plus démunis face à celle-ci.

S'organiser pour lutter contre les patrons...

Pour gagner, il faut une stratégie cohérente avec notre objectif : obtenir des victoires. La force est de notre côté : c'est nous qui faisons tourner cette société et nous avons les outils pour faire plier les patrons et le gouvernement. Nous pouvons même faire face à leur répression, comme nous l'ont montré les travailleurs des forges de Clabecq avec leur bulldozers, ou plus récemment les pompiers à Bruxelles! Notre classe a déjà prouvé qu'elle savait organiser des

1 Voir l'article sur le MRS dans le Dossier

grèves de longue durée, des manifestations combatives, des blocages, etc.

Alors, comment éviter les traditionnelles mobilisations-promenade sans lendemain ? Nous pensons qu'il n'y a pas de raccourci, que le travail va être long. Il faut commencer par se réunir dans les réunions syndicales, quand elles existent, et sur nos lieux de travail. Quand elles n'existent pas, nous devons les convoquer avec nos collègues, interpellé nos délégués pour se réunir en assemblée du personnel, tous syndicats confondus. Dans ces réunions et assemblées, nous ne voulons pas être uniquement « informés » des décisions de l'appareil, mais débattre de nos luttes, en faire le bilan et décider des actions à venir. C'est pour nous le premier pas : remettre du lien entre travailleurs pour exercer notre démocratie, la démocratie ouvrière, celle qui rend les réunions et assemblées souveraines, celles où l'on élit mais aussi destitue nos représentants syndicaux. Pour nous, la première tâche est de faire un bilan de la lutte de 2014 et d'en tirer des conclusions pour organiser les combats à venir.

...et la bureaucratie syndicale

Le premier problème c'est l'unité entre les travailleurs à la base. Les syndicats devraient, comme le signale le manifeste du Mouvement pour un Renouveau Syndical, « *en cas de conflit important dans une entreprise ou secteur, (...) convoquer un congrès extraordinaire pour organiser la solidarité.* »² Cela permettrait d'unir les luttes existantes et de les coordonner.

Mais cette pratique s'oppose au fonctionnement bureaucratique de nos syndicats. Ils font même tout le contraire : isoler nos luttes. Les travailleurs de Splintex ou de BMS, vis-à-vis desquels l'appareil a refusé d'organiser la solidarité, en savent quelque chose.

Ainsi, leur orientation politique nous oblige à nous battre avec les mains liées dans le dos, sans avoir accès aux ressources immenses de nos syndicats. En effet, nos cotisations qui alimentent les caisses de grèves et l'achat de locaux, de photocopieuses et de voitures, de cars, de GSM, d'ordinateurs, etc pourraient nous aider à organiser

la lutte. Mais cela nous est trop souvent refusé car l'orientation politique de nos dirigeants syndicaux n'est pas la même que nous. Ils ne voudront pas nous laisser organiser un rapport de force suffisant pour lutter.

C'est pour cela que nous devons d'abord combattre cette couche de bureaucrates qui nous lient les mains dans le dos. Mais nous ne les combattons pas avec leur méthodes, nous n'allons pas faire des manœuvres pour être élus, empêcher des camarades de parler, ne pas diffuser des informations... Notre méthode est au contraire d'exiger devant la base syndicale qu'ils fassent ce pour quoi ils ont été élus, ce que disent les statuts et les chartes syndicales et fassent respecter les décisions des congrès et assemblées. Nous devons exiger qu'ils unissent les luttes et développent la solidarité entre tous les travailleurs. Exiger que la convocation d'assemblées et de congrès démocratiques, souverains et représentatifs de la base, comme le disait un calicot déroulé par des militants syndicaux à l'entrée d'une AG convoquée par la bureaucratie en février : « *AG démocratiques et souveraines pour organiser la lutte ! Nous ne vous avons pas mandaté pour négocier le poids de nos chaînes !* »³

Tant mieux s'ils le font, sinon, nous réclamons le droit de les remplacer par des camarades combattifs. Dans cette

³ Ce calicot a été déroulé devant la tribune et a été retiré par un responsable de la FGTB ! Voir la vidéo : <https://www.facebook.com/video.php?v=1543092319278165>

lutte, il ne s'agit pas juste de remplacer des dirigeants, mais bien d'organiser la lutte depuis la base, dans nos propres réunions et assemblées.

Un réseau de militants syndicaux indispensable

Une lutte efficace pour un syndicalisme de combat et non de concertation sociale doit se faire dans toutes nos organisations syndicales. En 1997, l'expérience de l'avant-garde syndicale regroupée autour de la lutte des travailleurs de Clabecq a donné naissance au MRS. L'initiative initiale nous montre le chemin à suivre : créer un réseau de militants syndicaux qui luttent dans les syndicats pour organiser une opposition syndicale, pas restreinte à un secteur, mais dans l'ensemble du mouvement syndical. Car une chose est certaine, si nous ne faisons rien, les plans d'austérité du patronat continueront d'être appliqués, notre niveau de vie continuera à baisser et le droit de grève n'existera quasi plus.

Le sentiment qu'il faut s'organiser face à la dégénérescence de nos organisations syndicales est présent dans de nombreux secteurs syndicaux. Nous pensons qu'il faut se regrouper entre militants et délégués combattifs, à partir de luttes concrètes, et engager des discussions sur un réseau pour un syndicalisme de combat qui défende la démocratie ouvrière et lutte contre la bureaucratie syndicale. Il s'agit de lutter à l'intérieur de nos organisations syndicales pour récupérer notre outil de lutte contre les patrons et le gouvernement. ■

Des syndicalistes qui ont répondu à « l'appel de Charleroi » du Premier mai 2012, réunis dans un meeting du 27 avril 2013, chantent l'Internationale à la fin des débats.



² Voir l'article sur le MRS dans le Dossier

Le Mouvement de renouveau syndical - MRS

« Je refuse la moindre diminution des dépenses sociales.
Je ne compte accepter aucun sacrifice pour Maastricht.
Il faut cesser de rembourser les intérêts de la dette. »

C'est ce que disait en septembre 1996 Michel Nollet, alors président de la FGTB. Le journal *Le Soir* jugeait que « de tels propos, on pourrait encore les accepter de la part d'un militant de base de la FGTB, dans une usine en liquidation, mais pas dans la bouche d'un dirigeant. »¹ Ce dirigeant n'a pas tardé à expliquer qu'il ne voulait pas dire cela, qu'il « était placé sous une pression intense de la base ».²

L'épisode illustre le climat social qui régnait dans le pays à la fin du 20^e siècle. Et c'est dans ce climat que s'est développée une grande expérience de construction d'une opposition à la direction bureaucratique, au sein de la FGTB et de la CSC : le *Mouvement de renouveau syndical*, le MRS.

Nous présentons ici un compte rendu de février 1999 de cette initiative.³

Ce mouvement a encore eu un rebondissement lors des élections européennes de 1999, avec la liste *Debout* tirée par le dirigeant le plus médiatisé du MRS, Roberto D'Orazio (30.301 voix de préférence). Mais actuellement, le MRS n'existe plus, et cela mérite au moins une réflexion. Nous revenons sur cela dans un épilogue.

1 *Le Soir*, 7.9.1996

2 L'épisode est rapporté dans le premier numéro du journal qui célèbre maintenant son 100^e.

3 Un document interne de nos camarades de la LIT-QI qui allaient constituer formellement la LCT, six ans plus tard.

Un Mouvement de Renouveau Syndical en Belgique

Après la défaite de la grève générale de novembre 1993, les travailleurs belges ont dû accepter l'application des « critères de Maastricht » et ont vu leurs conquêtes sociales sérieusement attaquées, tout comme dans d'autres pays voisins. Mais la lutte n'a pas cessé d'exister pour autant. Au contraire. Et c'est dans la chaleur de ces luttes qu'une réorganisation dans le mouvement syndical a commencé, avec un programme anticapitaliste et antibureaucratique : le *Mouvement pour le Renouveau Syndical*.

Ce renouveau a comme origine – et jusqu'à présent [février 1999] comme principal moteur – la délégation syndicale des Forges de Clabecq (près de Tubize, à 20 km de Bruxelles), une entreprise sidérurgique avec près d'un siècle de tradition de lutte et où a commencé à se développer, dans les années 1980, un syndicalisme avec de nouvelles caractéristiques. Lors des élections syndicales de 1983, Roberto D'Orazio et Silvio Marra intégrèrent la liste 2 de la FGTB, avec un programme axé sur l'union des luttes à travers tout le pays. Et ils gagnèrent. Quelques années plus tard, ils obtinrent quelques victoires importantes, telles que l'embauche d'intérimaires et des mesures contre la discrimination raciste, qui renforcèrent l'unité au sein de l'usine. En 1993, ils participèrent activement à la lutte contre le « plan global », une lutte qui sera suivie par ces journées historiques de grève générale en novembre. Mais les directions des deux syndicats (FGTB et CSC) « débordées par leur base, tentent maintenant de canaliser le cours des grèves pour qu'elles ne jettent pas le gouvernement » (*Le Soir*, 24/11/93). La base parvient à imposer la grève générale d'une journée, le 29 novembre 1993, mais la bureaucratie syndicale parvient à contenir le mouvement, à le mener finalement à la défaite et à ouvrir la voie à la mise en œuvre des

mesures d'austérité. C'est contre cette direction syndicale que la délégation syndicale des Forges de Clabecq commence à fédérer l'opposition, à la chaleur des luttes dispersées.

Le 3 janvier 1997, un tribunal prononce la faillite des Forges de Clabecq. Pour les 1803 travailleurs (il y en avait 5453 en 1975), ce ne fut pas une surprise. Tout au long de l'année 1996, ils avaient multiplié les manifestations contre la fermeture prévue de l'entreprise. (En février, il y avait 10 000 personnes dans les rues de Tubize ; en juin, une confrontation violente avec la police ; le 10 juin, une grève « sauvage », etc.) Pour les travailleurs, c'est le chômage à partir du 13 janvier 1997 (environ 6 \$ / heure).

La délégation syndicale des Forges, avec son dirigeant incontesté, Roberto D'Orazio, appelle à une *Marche Multicolore*¹ pour le 2 février à Tubize, la « Marche pour l'emploi ». Dans l'Assemblée des Forges du 11 janvier, dans laquelle cette marche était en cours de préparation, des délégations de Caterpillar, VW, Monsanto, Sidmar, Côte d'Or, etc., étaient présentes, et tout le monde pouvait avoir la parole dans ce hall glacial de la sidérurgie. Pour la marche, 70 000 manifestants se rassemblèrent, en mélangeant des drapeaux verts et rouges (ceux des syndicats respectifs), et avec une plate-forme claire : l'unité de tous les travailleurs en Belgique contre les fermetures d'entreprises et les licenciements ; contre l'exclusion, la pauvreté et le chômage ; pour la justice sociale ; ensemble, nous devons aller chercher la richesse produite par les travailleurs et accumulée dans les banques pour l'investir dans les entreprises et sauver l'emploi. On rappelait, en outre,

1 Une Marche « Blanche » avec des centaines de milliers de participants avait eu lieu quatre mois plus tôt, de protestation contre la pédophilie, où toute manifestation d'appartenance à un groupe (toute « couleur ») était interdite, voire réprimée.

les luttes historiques du prolétariat en Belgique : *le mouvement ouvrier a sorti les enfants des mines : aujourd'hui, nous devons les protéger contre le chômage et toutes les formes d'exploitation.*

A partir de cette marche, et accompagnant la lutte contre la fermeture des Forges, surgit alors ce qui prendra forme quelques mois plus tard sous le nom de *Mouvement du Renouveau Syndical*. Des activistes de différentes usines et de différentes tendances politiques de gauche se réunissent régulièrement et discutent démocratiquement de la plate-forme, qui sera approuvée en juin 1997.²

Entre-temps, le 27 février 1997, la fermeture d'une autre grande usine est annoncée, cette fois en Flandre, et non une « vieille » usine sidérurgique, mais une entreprise automobile : Renault-Vilvorde. La direction du combat contre la fermeture de Renault deviendra l'exemple de la direction bureaucratique, contrairement à la lutte de Clabecq. En juillet 1997, Renault ferme effectivement ses portes comme prévu, et trois mois plus tard, les Forges rouvrent avec un nouveau propriétaire.

Dès lors, la bureaucratie et la bourgeoisie vont travailler ensemble pour essayer d'effacer cette image qui persiste au sein d'une importante avant-garde des travailleurs : qu'il faut se battre comme à Clabecq ; là-bas, l'usine a été rouverte.

Certes, la victoire de la réouverture de l'usine a été accompagnée d'une défaite majeure : la moitié seulement des travailleurs ont été repris, dans des conditions pires qu'auparavant, avec une « paix sociale » imposée par les employeurs et acceptée sans résistance par la direction du syndicat, et surtout avec tous les dirigeants syndicaux licenciés (ou « non repris »).

Mais la lutte de dizaines d'années de cette délégation syndicale, les réunions, durant des mois, dans une usine

abandonnée par les employeurs à une avant-garde ouvrière, et où a commencé à se forger le MRS ; tout cela a élevé la lutte à un niveau supérieur, plus large, comprenant une avant-garde éparpillée dans tout le pays. Et ce drapeau du MRS fut repris par d'autres entreprises, y compris la multinationale Caterpillar, où sont encore fabriqués 20 bulldozers par jour, et où une délégation aussi combative continue le combat avec les méthodes de Clabecq.

Dans sa lutte tenace contre ce « nouveau syndicalisme », la bureaucratie de la FGTB a finalement expulsé de ses rangs – par décision unanime du Comité Exécutif de la Centrale métallurgique du Brabant – six des plus importants dirigeants de la délégation, y compris

5000 travailleurs expriment leur détermination à défendre les camarades persécutés. De différents lieux de la planète, des fax parvinrent au tribunal de Nivelles qui jugeait les camarades, ce qui a déjà été considéré par les juges comme « des pressions inacceptables » ! Dans la première session du procès, plus de mille camarades s'y réunirent, un jour de travail, pour montrer leur solidarité. Dans chaque session du tribunal, une présence importante maintint « la pression sur les juges. » A tel point que les juges ont fini par décider que les séances se feraient à huis clos. Mais la mobilisation reste la même, et une solidarité croissante à la base des syndicats s'étend et se manifeste dans les présences concrètes, en face du tribunal, les jours des séances de la cour.

Pour le 7 mars 1999, une nouvelle manifestation se prépare, maintenant à Clabecq, dans le même lieu qu'en février 1997. Bien sûr, il n'y aura pas 70 000 travailleurs. La bourgeoisie et la bureaucratie syndicale ont mis tous les moyens à leur disposition, y compris la presse grand public, pour discréditer les camarades et entraver la mobilisation. Mais nous savons déjà que ce sera une nouvelle expression du fait que

quelque chose est en train de changer en Belgique, qu'une nouvelle direction est en train de surgir dans le mouvement ouvrier.

Nous sommes dans un processus naissant. Il est nécessaire que beaucoup plus d'usines assument le défi de Clabecq, comme c'est le cas à Caterpillar. Il est nécessaire que le « nouveau syndicalisme », non obéissant et remettant en question le système même de la logique de profit capitaliste, s'étende. Et il est également nécessaire que cette dynamique acquière une perspective internationaliste claire, en s'unissant à d'autres dynamiques similaires sur la planète. Mais la tradition de lutte du mouvement ouvrier belge contribuera à faire avancer la conscience de celui-ci, sous l'impulsion de « ceux de Clabecq ». ■

TOUS ENSEMBLE!

Les travailleurs des Forges de Clabecq appellent à participer massivement à la

Marche pour l'emploi le dimanche 2 février

Rendez-vous aux Forges de Clabecq à Tubize

- Pour exprimer notre exigence de justice sociale.
- Notre refus des fermetures d'entreprises et des licenciements.
- Notre volonté d'aller chercher les richesses produites par les travailleurs et accumulées par les banquiers, pour investir et sauvegarder l'emploi.

Hier, le mouvement ouvrier sortait les enfants de la mine, aujourd'hui protégeons-les de la misère du chômage et de toutes formes d'exploitation.

Roberto D'Orazio et Silvio Marra. Et c'est ce qui a ouvert la porte pour que la bourgeoisie puisse alors ouvrir une procédure pénale contre les dirigeants. Pour ce faire, la bourgeoisie fait appel à une loi du 19e siècle (1887), adoptée par un parlement où les travailleurs n'étaient pas représentés, et qui réprime les « meneurs » des mobilisations de masses.

La bourgeoisie, avec son allié, la bureaucratie syndicale, pensait pouvoir attaquer tranquillement les dirigeants des Forges, une fois que ceux-ci furent coupés de leurs bases dans l'usine. Mais le développement du MRS a permis d'organiser la défense de ces dirigeants plus largement. Le 25 octobre 1998, une mobilisation fut organisée à Charleroi par le MRS – et en particulier par les camarades de Caterpillar, contrairement aux ordres de la FGTB de Charleroi –, où

² Ce Manifeste, dont nous reproduisons un extrait sur la page suivante, est disponible sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet Théorie / Quelques textes publiés par la LCT

Une nouvelle pratique syndicale

Il est inconcevable de vouloir combattre le système patronal et d'autre part accepter des méthodes patronales dans le syndicat.

Il faut commencer par étudier l'histoire du mouvement ouvrier – la vraie – et par là, devenir adulte et participatif.

Il faut prendre le droit à la décision et ne plus accepter la subordination.

L'organisation syndicale doit être l'endroit où le débat contradictoire est le moteur de la recherche de solutions aux problèmes posés.

Il faut un renforcement des décisions interprofessionnelles et réduire au maximum la matière spécifique aux centrales professionnelles, dans l'objectif d'aboutir à l'unité des travailleurs.

En cas de conflit important dans une entreprise ou secteur, il faut convoquer un congrès extraordinaire pour organiser la solidarité.

Pour démocratiser les congrès, il faut développer un langage simple, compréhensible par le monde du travail, et donner un contenu aux textes et résolutions. Il faut arrêter de parler pour ne rien dire.

Il faut une participation de 80 % des représentants de la base dans les congrès et les structures (comités exécutifs...), pour que le syndicat ne soit pas l'affaire de spécialistes et de professeurs d'université.

Les responsables syndicaux à tous les niveaux, de la base au sommet, doivent être élus par les travailleurs.

Les travailleurs qui défendent la lutte de classes ne peuvent pas être exclus des listes.

Il faut arrêter la pratique du candidat unique qui empêche tout débat et évolution de la pensée syndicale.

Pour faire participer un plus grand nombre de travailleurs, la délégation syndicale doit créer des comités d'usine et de militants.

Les travailleurs non-représentés (chômeurs...) doivent avoir des délégations syndicales avec droit de représentation dans les congrès et à tous les niveaux de l'organisation syndicale.

Extrait du Manifeste du MRS - 1997

Epilogue

La victoire du redémarrage des Forges, le 6 août 1997, six mois après la fermeture, était accompagnée d'une défaite non moins importante, la « non-reprise » des membres de la délégation syndicale et de tous les inscrits sur les listes des élections sociales de 1995, et surtout, l'exclusion bureaucratique et arbitraire des principaux dirigeants des rangs de la FGTB. Cela a ouvert la voie aux poursuites judiciaires contre les « 13 de Clabecq », accusés sous des prétextes les plus divers.

A juste titre, le MRS s'est mobilisé résolument en défense des militants poursuivis. Un mois avant l'ouverture formelle du procès (le 26 novembre 1998), une mobilisation réunissait 5000 travailleurs dans les rues de Charleroi, et par la suite, des milliers de camarades continuaient à « faire pression sur les juges ». Toutefois, cette mobilisation laissait assez vite de côté l'enjeu essentiel du MRS lui-même, et s'orientait graduellement vers la seule confrontation avec les tribunaux. Qui plus est, cette confrontation devenait de plus en plus une question laissée en mains d'une « bonne équipe d'avocats ». Quand le procès s'est terminé en 2002 avec un non-lieu pour huit des accusés, et la suspension de prononcé pour

les autres (dont Roberto D'Orazio et Silvio Marra), le MRS n'existait plus que dans la mémoire d'une avant-garde.

Entre-temps, le « souffle de Clabecq » s'est aussi manifesté sur le terrain électoral, avec la liste Debout lors des élections européennes de 1999. La campagne s'est toutefois concentrée quasi exclusivement sur la personne de D'Orazio, au détriment de la défense d'un programme pour notre classe. La prétendue possibilité d'avoir un « relais politique » au Parlement européen dominait toute la propagande.

Plusieurs secteurs de la gauche – dont nos camarades – ont proposé de diffuser et de défendre le Manifeste du MRS comme programme. Mais pour le PTB : « *C'est ridicule de la part de nos adversaires de nous demander où est notre programme. Ce qui compte pour nous, c'est l'esprit de Clabecq, l'esprit de ne pas se laisser faire.* »¹

Le dirigeant le plus médiatisé des Forges fut candidat sur les listes du *Comité voor een Andere Politiek* (CAP) aux élections de 2009, puis il s'est recyclé en acteur.² ■

1 Solidaire n°18 - 5.5.1999

2 En 2011, Roberto D'Orazio tient l'un des rôles principaux dans *Au cul du loup*, film écrit et réalisé par Pierre Duculot.



La mobilisation « fait pression sur les juges »



La lutte des Sans-Papiers

A partir des grandes mobilisations de fin 2005 – début 2006, les sans-papiers sont « sortis de l'ombre ».

En septembre 2004, lors du sixième anniversaire de l'assassinat de Semira Adamu¹, différents collectifs de résistance aux expulsions (CRACPE, CRER, VAK) avaient déjà organisé une importante manifestation à Bruxelles. Des militants de l'organisation des sans-papiers en France (Coordination Nationale des Sans-Papiers – CNSP) étaient présents et leur mot d'ordre de « régularisation immédiate et inconditionnelle » est scandé dans toute la manifestation. Des contacts sont alors établis. Peu après, les sans-papiers de Belgique décident

¹ Semira Adamu, une nigériane de 20 ans, fut assassinée lors de sa déportation de force le 22/09/1998 à laquelle elle s'est opposée. La technique « du coussin » était alors d'application : pour casser la résistance de la personne expulsée dans l'avion, les policiers lui mettaient un coussin sur le visage. Elle est morte étouffée. Les 4 policiers ont eu des peines de prison avec sursis et 500€ d'amende ! L'Etat a versé seulement 20.000 euro de dédommagements et frais de justice. Voilà la valeur d'une vie de « sans-papiers » pour l'Etat belge.

d'avoir leur propre organisation, avec la création de l'Union de Défense des sans Papiers – UDEP. En 2005, l'UDEP lance une campagne pour la syndicalisation des sans-papiers.

Des mobilisations sont organisées pour défendre les militants qui se profilent et qui, de ce fait, subissent la répression. Un mot d'ordre central est omniprésent sur les calicots : « Régularisation de tous les sans-papiers ». Des liens et un travail commun s'organise avec des associations militantes des sans-papiers d'Europe.

C'est après l'occupation de l'église Saint-Boniface que les mobilisations, très combattives, prennent de l'ampleur en 2006 : en février, 3.500 personnes à Anvers, 10.000 à Bruxelles ; en mai, 5.000 à Gand ; en juin, 15.000 à Bruxelles.

Pour la première fois, des milliers de travailleurs sans-papiers sortaient dans la rue et, bravaient la répression. Ils ne restaient pas uniquement isolés dans des occupations mais manifestaient fièrement pour revendiquer leurs droits. Et à l'occasion du 1er mai 2006, un Manifeste International des Sans Papiers

est diffusé, souscrit par des organisations des Etats-Unis, de la France, d'Espagne, de l'Italie et de la Belgique (UDEP).²

Toutefois, dans les mots d'ordre, commençait à s'imposer une orientation de régularisation sélective, selon « des critères clairs et permanents », laissant l'exigence de la régularisation de *tous* les sans-papiers à l'arrière-plan, et une illusion sur l'intervention de « parlementaires progressistes » prenait forme. Au même moment, la direction du mouvement commençait un processus de bureaucratisation.

Peu à peu, les sans-papiers occupant les différentes églises bruxelloises vont se mettre en grève de la faim, des listes vont également apparaître, afin d'exiger d'abord la régularisation des sans-papiers activement mobilisés, et les sans-papiers vont commencer à s'organiser et à revendiquer des régularisations par nationalités, tombant ainsi dans le piège posé par le gouvernement : la division du mouvement.

² Ce Manifeste est disponible en PDF sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet Thèmes / Sans-Papiers

Enfin, les directions syndicales ont rejoint la lutte mais ont émoussé la combativité des mobilisations, en remplaçant les mégaphones par les sifflets, et surtout en maintenant la division entre travailleurs avec et sans-papiers au sein même de nos organisations, en les mettant dans des groupes spécifiques de sans-papiers.

La LCT fut partie prenante de ce mouvement dès ses balbutiements. Et à l'heure de l'actuelle forte répression des migrants par

l'UE, il nous semble important de revendiquer cette lutte qui, malgré sa déviation, et peut-être par cette déviation justement, nous montre la voie à suivre : la création d'une organisation propre des sans-papiers, l'importance d'un mouvement unitaire, l'exigence d'une régularisation inconditionnelle et générale, et le lien fondamental avec leurs frères de classe, les travailleurs belges, pour obtenir des victoires durables.

Nous publions ici une interview du dirigeant de l'UDEP, Ali Guissé, publié dans Presse Internationale n° 32 (septembre 2005) au début de la grande vague de mobilisations. Il montre clairement quelles étaient alors les idées défendues par l'UDEP.

Nous présentons ensuite un article de bilan, écrit pour Presse Internationale n° 45 (janvier 2006), alors que la lutte perdait déjà sa dynamique. ■

Interview avec Ali Guissé, porte-parole de l'UDEP-Bruxelles

Qu'est-ce que l'UDEP ?

C'est l'Union de Défense des sans-Papiers. L'UDEP a pour but de sensibiliser toutes les personnes qui sont dépourvues de titre de séjour, que ce soient des demandeurs d'asile, des personnes ayant introduit l'article 9.3¹ ou bien des personnes qui sont dans l'immigration clandestine. L'UDEP est ouverte à toutes les personnes, toutes nationalités confondues, de tout âge, du nouveau-né au plus âgé. Le fait qu'ils soient dépourvus de droits fondamentaux, qu'ils soient sans papiers, fait d'eux des membres de l'UDEP. Qu'ils militent à l'UDEP ou qu'ils ne militent pas, l'UDEP milite pour eux. L'UDEP va les défendre afin d'obtenir un titre de séjour, c'est-à-dire la régularisation de tous les sans-papiers.

Qu'est-ce que l'UDEP propose concrètement aux sans-papiers ?

L'UDEP ne propose pas grand-chose aux sans-papiers. Par exemple, s'il y a un sans-papiers qui vient (car l'UDEP ouvre ses portes, comme je viens de le dire, à tous les sans-papiers), il faut que cette personne s'engage. Car on s'est dit que le problème ne va pas être résolu par quelqu'un d'autre. Comme dit le dicton : la charité bien ordonnée commence par soi-même. C'est-à-dire qu'au lieu d'attendre que le ministre Dewael régularise tous les sans-papiers, il faut que toi-même tu te lèves, que tu te mettes à exprimer ce que tu as dans ton cœur, à te battre pour pouvoir le faire changer

d'avis. Pour instaurer cela, tu dois établir un rapport de forces. Mais si tu t'assois en attendant le Bon Dieu, je pense que tu vas rester assis là pendant des millénaires.

Mais comment comptez-vous avancer dans votre lutte et obtenir des régularisations ? En d'autres mots, comment vous organisez-vous ?

On tient des réunions, on trouve des solutions adéquates à cette problématique des sans-papiers. Nous agissons par étapes, c'est-à-dire que si nous voulons la régularisation de tous les sans-



papiers, nous devons être unis et créer ce rapport de force au sein d'un mouvement national pour pouvoir amener le gouvernement à changer d'avis, à changer les lois sur la régularisation. Donc, en nous mobilisant et en agissant étape par étape, à travers les manifestations, à travers les assemblées générales, en rencontrant les autorités pour qu'elles expliquent leur position sur l'immigration, nous avançons. Alors, les sans-papiers eux-mêmes, en ayant tous ces outils et en faisant des manifestations, arriveront à changer les choses.

Que penses-tu de l'exemple de l'organisation des sans-papiers en France et en Espagne, qui ont une politique de sensibiliser la population en allant vers les travailleurs, en essayant de

gagner leur soutien en soutenant leur lutte ?

Ce qu'ils font est très bien, car nous, en tant qu'étrangers, nous aurons beau crier notre message sur tous les toits, les choses ne vont pas changer. Mais si nous allons vers les travailleurs belges ou les personnes sans emplois, ou s'ils nous soutiennent dans notre lutte, on se rend compte que nous sommes tous des personnes identiques.

Nous voulons tous contribuer à améliorer les choses, à l'amélioration économique du pays. Et si les travailleurs prennent conscience de cela, ce sont eux qui peuvent faire changer l'avis du gouvernement. Mais si chacun lutte dans son coin, ce sera un combat de très longue haleine. Je me dis donc que si nous faisons ce partenariat avec eux, ce soutien, cela va faciliter notre lutte, et puis elle sera plus brève, nous obtiendrons les résultats massifs que nous désirons. Par exemple, si l'UDEP se débrouille toute seule, qu'elle n'a pas besoin de collaborer avec les travailleurs belges et qu'elle obtient une régularisation, ce sera une régularisation restreinte, avec les conditions du gouvernement. Et cela n'arrange pas l'UDEP. Mais si nous collaborons avec les travailleurs belges, cela va aller plus vite et nous pourrions obtenir une régularisation beaucoup plus massive que la régularisation que nous obtiendrions si l'on était tout seul.

Donc, ce que les Espagnols et les Français font nous sert de leçon, car ce sont nos aînés dans cette lutte. Ainsi, nous apprenons chaque fois auprès d'eux, nous écoutons les conseils qu'ils peuvent nous apporter pour aller de l'avant. [...] ■

1 L'article 9.3 de la loi du 15 décembre 1980 permet à un sans-papier qui doit quitter le territoire, mais a la possibilité de pouvoir revenir en faisant une demande de séjour à partir de son pays d'origine, d'introduire cette demande sans quitter la Belgique.

Un mouvement dans l'ombre.

Le mouvement pour la régularisation de tous les sans-papiers a perdu actuellement sa dynamique de lutte. Mis à part l'occupation de l'église Saint-Bernard à Saint-Gilles, qui a organisé la mobilisation permettant la libération des occupants d'An derlecht, détenus en centres fermés, peu ou pas de mobilisations ont été organisées. Mais sans mobilisation, pas de rapport de forces, et donc pas de pression sur le ministre pour qu'il régularise. Ainsi, le mouvement a perdu sa « force de frappe ». Il s'agit donc de reconstruire ce rapport de forces. Mais pour cela, il est nécessaire de se demander pourquoi l'Union de Défense des Sans Papiers (UDEP) a perdu cette dynamique de lutte. Un bilan reste à faire au sein de l'UDEP, et c'est à ce bilan que nous voulons apporter notre contribution.

Une mobilisation détournée

Depuis sa création, l'UDEP a toujours voulu construire un rapport de forces pour peser dans la balance face au gouvernement. Les mobilisations se sont développées aux quatre coins du pays : les sans-papiers sortaient de l'ombre de la clandestinité. Dès le départ, la force du mouvement fut sa revendication principale : la régularisation de tous les « sans-papiers ». Pourquoi ? Le gouvernement divise les « sans-papiers » à coups de cas par cas et grâce au pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur en matière de régularisation.

Contre cette logique, l'UDEP mobilise pour l'unité et l'émancipation de tous les sans-papiers. Mais depuis l'occupation de l'église Saint-Boniface, la direction du mouvement a progressivement imposé une autre orientation : rentrer dans le jeu du traitement individuel.[...]

Certains parlementaires « progressistes » et de nombreuses ONG martelaient que, sans « critères clairs et permanents », le problème des sans-papiers ne trouverait pas de solution.

Dans la commission juridique de l'église Saint-Boniface, le PTB a proposé, par le biais de ses avocats, une loi acceptée par l'UDEP-Bruxelles, qui proposait cinq critères de régularisation bien plus larges que ceux existants. Selon l'une de ces avocats, « il faut donc continuer à mobiliser les gens pour que la régularisation passe d'un régime de non-droit à un régime de droit, avec des droits clairs inscrits dans la loi, une procédure claire, des délais clairs ». ¹ [...]

Ainsi, en se focalisant sur la loi, la direction de l'UDEP a dévié la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers vers la régularisation au cas par cas. Après... la constitution de listes se-

crètes, la corruption et les intrigues, ne sont que des conséquences inévitables de cette politique de division.

Une lutte de classe contre classe

Mais il y a encore un autre problème, à part celui de faire confiance aux parlementaires : c'est l'existence même de critères, le fait que des « spécialistes »



déterminent des critères pour accéder à des droits fondamentaux de l'être humain. Cela signifie que les personnes qui ne rentrent pas dans ces critères seront exclues de ces droits. Cela revient à accepter l'arbitraire dans lequel la bourgeoisie plonge des dizaines de milliers de personnes. C'est accepter qu'il existe une différence entre les personnes qui sont nées ici et celles qui sont nées ailleurs, bref, accepter une discrimination selon le lieu de naissance.

Les travailleurs sans papiers sont une main-d'œuvre bon marché et subissent l'exploitation sans disposer des recours des autres travailleurs pour se défendre, car ils n'ont aucun droit. Il y a une volonté du gouvernement et du patronat de maintenir des personnes dans la clandestinité et de ne pas les régulariser, car l'existence de personnes sans papiers contribue à la prospérité économique au profit des patrons et de la bourgeoisie, tout d'abord, en employant au noir des travailleurs sans papiers, et ensuite,

grâce à la pression exercée ainsi sur les salaires des travailleurs belges. [...]

Faire une loi définissant des « critères clairs et permanents » de régularisation, c'est traiter le problème de manière strictement humanitaire. Pour obtenir la régularisation de toutes les personnes sans papiers et garantir à toute personne de bonnes conditions de vie, les travailleurs, avec ou sans papiers, doivent lutter ensemble. Il n'y a que de cette manière que nous pouvons faire plier le gouvernement et le patronat. L'unité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, est indispensable pour que la lutte soit victorieuse.

Pour une stratégie offensive

Un premier pas vers l'unité de classe a été fait lors de la manifestation du 27 octobre, quand un groupe d'occupants de l'église Saint-Boniface a manifesté en soutien aux travailleurs en lutte contre le « pacte de solidarité entre les générations ». Ensuite, le 1er mai 2006, l'UDEP organisait des manifestations pour réclamer le droit au travail. Plus récemment, un groupe de travailleurs sans papiers a manifesté avec des travailleurs de VW pour leur exprimer leur solidarité. Dans toutes ces manifestations, le mot d'ordre était clair : « Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs ! » Les travailleurs sans papiers ont une arme importante pour la lutte : une organisation nationale, l'UDEP. Celle-ci doit maintenir fièrement la lutte intransigeante pour les droits de tous ceux qui n'ont pas de titres de séjours définitifs en Belgique. Mais nous pensons que cela ne doit pas l'empêcher d'ouvrir ses portes à tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans papiers, qui sont d'accord avec la régularisation de tous les « sans-papiers » et qui sont prêts à défendre cette orientation. Il s'agit de consolider cette unité pour les combats à venir.

¹ Solidaire 23/05/06.

Un de ceux-ci est la période électorale qui arrive. Les partis s'entredéchaient déjà pour savoir qui va obtenir le plus d'élus, le plus de postes, le plus d'argent. Pour eux, il s'agit aussi de faire croire au peuple que nous sommes en démocratie et, à entendre leurs belles promesses, que nous aurions le pouvoir de faire changer les choses en votant pour eux. Mais ce n'est pas en votant pour les partis qui disent soutenir les sans-papiers que l'on obtiendra la régularisation de tous les sans-papiers. Pourquoi ? Nous avons vu comment toutes les promesses des « représentants » au parlement se sont réduites comme peau de chagrin lorsque, en juin 2006, ces soi-disant « alliés » (Ecolo, PS, CDH) ont rejeté la « Loi UDEP », tout comme les autres partis. Nous avons vu comment tous ces parlementaires continuent à soutenir un gouvernement où Dewael peut, à lui seul, décider si une personne a le droit de vivre parmi nous. Nous vivons « en démocratie », mais c'est la démocratie soumise aux intérêts du patronat, la démocratie de la bourgeoisie, dont l'intérêt est bien de continuer à surexploiter et persécuter les travailleurs sans papiers.

C'est pourquoi nous pensons que l'UDEP doit profiter de cette période électorale pour mobiliser au maximum les travailleurs, avec ou sans papiers,

pour exiger des mesures concrètes, et non des bavardages parlementaires.

Il est nécessaire que la direction de l'UDEP rompe avec la stratégie d'organiser toujours la lutte vers le parlement, donnant l'espoir que ce dernier va améliorer le sort des « sans-papiers ».

L'UDEP a besoin d'une direction capable de mener une lutte implacable pour l'amélioration des conditions de vie de tous les « sans-papiers », et non de tomber dans le piège du cas-par-cas défendu par tous les soi-disant spécialistes de l'immigration, à commencer par le CIRE. L'UDEP a besoin de son propre plan de lutte qui va bien au-delà de telle ou telle élection.

Pour construire un véritable rapport de force en notre faveur, il est nécessaire de reprendre la campagne de syndicalisation massive des travailleurs sans papiers que l'UDEP avait lancée en 2005. Il s'agit de faire pression, avec la base syndicale, sur leur direction pour que les différentes organisations défendent TOUS les travailleurs. Les syndicats doivent exiger du gouvernement un permis de travail et une protection sociale pour tous, ainsi que les mêmes droits pour tous les travailleurs, avec ou sans papiers.

Pour en finir une fois pour toutes avec la détention des « sans-papiers » et de leur famille en centres fermés, il

est nécessaire de lancer également une campagne pour la libération de tous les prisonniers, pour la suppression des centres fermés et pour l'arrêt des expulsions.

Enfin, la lutte pour la régularisation de tous passera nécessairement par des régularisations massives, arrachées grâce à la puissance de la mobilisation et qui ne s'arrêtera que lorsque tous les sans-papiers auront un titre de séjour définitif ! Nous avons signalé plus haut que le maintien de travailleurs dans l'illégalité est une nécessité inexorable du système capitaliste lui-même, basé sur le profit, et notre combat doit s'orienter vers la suppression de ce système, vers le pouvoir dans les mains des travailleurs. Ce combat commence, aujourd'hui, par l'unité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, pour la régularisation de tous.

Syndicalisation des travailleurs sans papiers !

Permis de travail pour tous !

Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !

Suppression des centres fermés !

Arrêt des expulsions !

Libérez tous les prisonniers !

Régularisez tous les sans papiers !



La lutte héroïque des travailleurs de Splintex

Les travailleurs de Splintex¹ avaient une tradition de solidarité avec les luttes dans d'autres entreprises. Lors de la lutte contre le Plan Global (en 2000), par exemple, quand la direction syndicale craignait « le désordre social »,² ils étaient au premier rang pour faire grève en défense de l'index, sous le mot d'ordre « *Le Pétrole dans l'index* ». ³ Fin 2004, ils vont se battre contre la fermeture de leur entreprise, alors que la « faillite » de la Sabena (2001) est encore dans les mémoires. Et ce n'est pas étonnant que leur grève – entamée le 2 décembre 2004 et maintenue pendant 84 jours – fut au premier plan de l'actualité syndicale, non seulement par le courage et la ténacité de ses travailleurs,

mais aussi par une immense vague de solidarité dans tout le pays.

La participation de nos camarades dans cette solidarité se manifeste dans plusieurs numéros de *Presse Internationale* de l'époque.⁴ Nous reproduisons ici des extraits d'un article⁵ de mars 2005 qui reprend l'historique de la lutte et relate certains moments-clés de la discussion menée lors d'une rencontre de solidarité organisée à la fin de la grève, le 22 février 2005, à Bruxelles et à laquelle une délégation de grévistes participait. On y voit, entre autres, comment la lutte a finalement été trahie, surtout moyennant l'intervention d'un « Comité d'Alerte », créé par Di Rupo lors de la formation de son gouvernement régional en 1999 et

réunissant les directions syndicales avec les patrons et le gouvernement wallon avec la mission « *d'assurer une concertation rapide avec les acteurs d'un conflit social risquant de dégénérer* ». ⁶

1 Une usine de fabrication de verre, située à Fleurus (Hainaut), actuellement sous le nom de AGC Automotive.

2 « *Il est temps que le patronat descende de son balcon, sinon, je ne donne pas cher du désordre social qui pourrait poindre dans les semaines à venir.* » Michel Nollet, président de la FGTB dans *Le Soir*, 06/09/00. Le gouvernement allait décréter un « index santé » où les hydrocarbures n'étaient plus pris en compte.

3 Voir *Presse Internationale* n° 17 - octobre 2000.

4 Voir, p.ex., un entretien avec Pippo, délégué syndical principal FGTB, dans le n° 29, de janvier 2005.

5 *Presse Internationale* n° 30 - mars 2005

6 *La Libre*, 3.12.2004



Rencontre avec les grévistes

Outrés par l'image propagée par les médias traditionnels, les grévistes sont tout d'abord intervenus à ce propos. [...] Et en réaction aux propos de la Nouvelle Gazette, qui parle d'une « clabecquisation » du conflit à Splintex, un gréviste réplique : « *Moi, personnellement, je n'ai pas pris ça comme une insulte.* » (Applaudissements de l'assistance.)

Un gréviste voulait ensuite préciser la situation objective de l'entreprise : « *AGC Splintex met dehors 300 et quelques personnes pour reprendre 300 et quelques intérimaires. Ce n'est pas une société en difficulté. C'est une société qui est rentable (...) ils engrangent des bénéfices (...). On a fait croire que c'était une société en difficulté, mais elle ne l'a jamais été. Moi, j'ai fait partie du conseil d'entreprise et j'ai vu les chiffres faussés. (...) Aujourd'hui, c'est pour avoir un maximum de flexibilité et faire un grand nettoyage des gens qui gênent. Si, maintenant, on rentre dans ce système-là, on est tous foutu.* » [...]

« *En voyant qu'on était si fermement opposés dans un premier moment à toute forme de licenciement et d'application du plan, ils (les patrons et leurs alliés) ont utilisé tous les moyens possibles : d'abord les astreintes, puis le référendum, qui a été décidé par le conciliateur et imposé aux travailleurs contre l'avis des délégations syndicales. Ils ont utilisé la grosse artillerie en nous amenant les grands chars avec les canons à eau, tout ça pour faire reculer le piquet et nous en chasser parce qu'il y avait les astreintes à appliquer. (...)* » Ajoutons à cela, qu'actuellement « *il y a chez nous une destruction des forces syndicales. Ils veulent licencier 85 personnes qui se trouvent sur une liste noire et qui ne peuvent plus rentrer dans l'immédiat dans l'entreprise ; 60 personnes sur une liste grise ont un an de sursis pour se racheter avec un bulletin tous les mois comme à l'école ; et sur une liste blanche sont ceux qui vont rentrer.* » [...]

Selon la délégation de grévistes présents au débat, la lutte était aussi devenue un problème « politique » puisqu'un ensemble de moyens ont été mis en œuvre pour y mettre fin. [...] Ce problème « politique » s'est transformé

en une lutte de principe contre une présence syndicale combative. Et la direction pouvait compter sur le soutien de la FEB.

André Henry explicitait ce constat en précisant que « *le problème de Splintex est politique également parce que Di Rupo, lorsqu'il a formé le gouvernement, a créé le "Comité d'Alerte" composé de la FEB, des organisations syndicales, des classes moyennes, du ministre de l'économie de la Région wallonne (Marcourt) et du président de la Région wallonne (Van Cauwenberg).* Et lorsque les travailleurs de Splintex ont séquestré la direction le tout premier jour, le Comité d'Alerte s'est réuni toute la nuit à Charleroi, car il fallait éteindre le feu. Dans les déclarations de Di Rupo, Van Cauwenberg et Marcourt, Fleurus est une tâche noire pour la région, elle donne une mauvaise image de marque à la Région. L'idée, c'est donc de parvenir au consensus entre toutes les classes y compris avec les organisations syndicales, d'arrêter tous les conflits pour ne pas salir l'image de la Wallonie. »

Fort de ce constat un gréviste relance : « *Après nous, qui ce sera. Cela a été le charbon, puis l'acier, maintenant c'est nous. Et demain ? (...) Il faudrait sortir de la grève locale habituelle, nationaliser la lutte et s'appuyer plus sur la base, sur les travailleurs.* »

La question de la solidarité avec les autres travailleurs est effectivement primordiale. [...] Un ouvrier de l'assistance : « *On ne doit pas attendre que les organisations syndicales fassent une mobilisation dans les entreprises pour pouvoir soutenir les travailleurs de Splintex : ils ne la feront pas. Maintenant, on doit absolument faire une mobilisation de travailleurs à travailleurs. Il faut arrêter de croire que les délégations ou que les directions syndicales seront avec nous. Elles ne l'ont jamais été. Jamais ! Moi je ne l'ai jamais vu dans ma carrière de travailleur.* »

Un ouvrier pensionné, membre du Comité de soutien de Charleroi, nous faisait alors part de sa longue expérience syndicale, en rappelant tout d'abord l'importance de la solidarité lors de la grève de Clabecq, mais aussi l'absence de solidarité vraiment active

par blocage des structures syndicales. Et, en revenant sur le cas de Splintex : « *Oui, ils ont l'appui de la centrale générale et au départ, les présidents et secrétaires de la FGTB ainsi que beaucoup de délégations syndicales de Charleroi étaient au piquet régulièrement. Mais depuis lors, ils ne sont plus venus et rien n'a été fait au niveau des interprofessionnels, alors qu'on aurait pu, à cette occasion, s'aider les uns les autres. Or, ce qui se passe aujourd'hui à Splintex, c'est plus qu'une question politique, c'est une question de rapport de forces entre la classe ouvrière et le patronat. Et si nous, nous en sommes conscients, apparemment, dans les sphères syndicales, ils n'en sont pas conscients. Ils n'en sont pas conscients parce qu'on vient avec des astreintes et toutes sortes de choses pour casser la grève. On essaie depuis le début de maintenir la grève dans un canevas : depuis le début, les camarades du piquet demandent régulièrement de faire des actions et ils se rendent compte eux-mêmes qu'ils sont les pieds dans l'eau. Ils restent là par obligation, car quand ils demandent d'avoir un autocar pour aller en Wallonie, la centrale ne veut pas parce que c'est une autre centrale. On voit tous des signes ainsi, qui montrent que la structure syndicale n'est pas vraiment disposée à mener un combat alors que c'est un combat essentiel aujourd'hui, comme celui que les camarades de Renault ont mené.*

Qu'est ce qui n'a pas été dans la grève de Renault, dans celle de Clabecq et de la Sabena ? Ce n'est pas la combativité des travailleurs. Aujourd'hui, la preuve en est encore faite : ils en sont à 84 jours de grève ! Ce n'est donc pas du côté des travailleurs qu'il faut chercher le problème, c'est du côté des structures syndicales.

Nous, en tant que militants, nous devons situer les responsabilités là où elles se trouvent, dire les choses telles qu'elles sont. Il est regrettable que, lorsque nous avons proposé une grève régionale de 24h suivie éventuellement d'une grève générale au finish, la FGTB de Charleroi ait refusé. Quand on sait que certaines

délégations syndicales qui venaient régulièrement au piquet ne viennent plus, moi je me demande s'il n'y a pas eu des mots d'ordre. Je ne suis pas un antisindicaliste. Au contraire, cela fait maintenant plus de 50 ans que je suis dans l'organisation syndicale et fier de l'être, mais les responsabilités ne sont pas du côté des travailleurs de Splintex, mais bien du côté des organisations syndicales. [...]

Le problème est que nous avons des organisations politiques qui n'ont plus qu'un seul objectif : participer au gouvernement et voter des lois contre la classe ouvrière. Quand on a fait grève en '60, contre la loi Unique,¹ c'est la participation socialiste au gouvernement qui nous l'a fait manger petit morceau par petit morceau. L'organisation syndicale est aujourd'hui le dernier rempart, le dernier outil de la classe ouvrière pour nous défendre, et c'est fondamental. Heureusement que nous avons encore des organisations syndicales. Mais aujourd'hui l'outil est effrité. Ce que nous voulons, nous, ce sont des outils tranchants. Et aujourd'hui, à cause des appareils syndicaux, l'organisation syndicale est maintenue de plus en plus basse. » [...]

En insistant sur le fait qu'il n'a pas l'intention de dire aux grévistes ce qu'ils doivent faire, mais d'éclairer la situation actuelle à partir des expériences passées, André Henry, principale figure des luttes historiques du secteur verrier, et fort de l'expérience de la gestion de grèves et de la nécessité d'élire un Comité de grève est intervenu : « Dans chaque entreprise il y a une délégation syndicale qui est élue tous les six ans et elle a un certain mandat. Il y a une relation qui s'installe entre la délégation et la direction au travers de relations sociales, des réunions (etc.), et de ce fait la délégation perd ses réflexes de lutte de classes. Quand il y a une grève, il faut supprimer cette relation et injecter un nouveau sang. C'est un combat. Ce n'est plus un lieu de concertation.

Une délégation peut jouer sur le rapport de force dans l'entreprise, mais quand il y a un combat du type de Splintex aujourd'hui, il faut injecter un nouveau sang, un comité de grève élu par l'assemblée générale de tous les travailleurs.

Et c'est le comité de grève qui décide dans cette période, non de paix, mais de guerre. Il faut donc repartir sur une base nouvelle, pour être capable de gérer notre propre grève et d'élever le rapport de force. (...) Le comité de grève n'a rien à voir avec la concertation. Il a un autre objectif : gagner la guerre politiquement et syndicalement avec une occupation de l'usine et un comité de grève avec une assemblée générale tous les jours. » [...]

Le débat commence à se conclure, mais il reste encore une question importante. Un gréviste s'exprime dans ce sens : « Nous n'avons donc pas d'autres choix que de compter sur votre solidarité. Toutes vos idées sont les bienvenues, car ce combat qui dure depuis 84 jours n'est pas seulement le nôtre : c'est celui de tous les travailleurs de Belgique, voire d'Europe. Car si nous, nous n'arrivons pas à nous faire entendre après 84 jours de grève, je me demande comment vous, vous pourrez vous faire entendre demain. (...)

Le débat politique doit être mené maintenant et c'est urgent parce qu'on est en retard. Il s'est passé beaucoup de chose après 84 jours de grève et il y a beaucoup de choses que nous seuls savons. Et c'est là qu'il est intéressant que vous puissiez prendre connaissance de cela, mais aussi de Glaverbel à l'époque d'André Henry, de tirer les enseignements qui peuvent être utiles maintenant pour tout le monde et de les propager de toutes les manières possibles. »

L'assemblée s'engage rapidement à diffuser un tract qui serait réalisé par le comité de grève. Il y a bientôt la manifestation du 19 mars pour l'emploi et il semble alors évident que nous devons mobiliser à Bruxelles pour y faire un bloc de solidarité derrière les travailleurs de Splintex. Nous ne pouvions pas diviser les forces de la gauche bruxelloise présente en distribuant chacun notre tract. Il fallait se mettre tous ensemble au service des travailleurs de Splintex pour faire connaître leur lutte, qui est la nôtre. [...] ■

1 Voir notre brochure *La grève du siècle* sur notre site <www.lct-cwb.be> onglet Thèmes / Histoire



La brève histoire de la LCT..

Fin 1992, trois ans après la chute du Mur de Berlin, la crise intense dans laquelle ces bouleversements historiques de la réalité mondiale avaient plongé la Ligue Internationale des travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI) était loin d'être résolue. Dans ce contexte, des militants de sa section argentine vinrent en Europe pour y soutenir l'effort de reconstruction de notre organisation internationale.

Les luttes de 1993 contre le *Plan Global*, avec la grève générale de novembre, furent déjà l'occasion pour nouer des contacts avec l'avant-garde militante. Une première activité organisée avait comme cadre un *Collectif de Solidarité avec les luttes du peuple chilien*, de 1995 à 1996. Et c'est à l'occasion du Premier Mai de 1996 que le premier tract signé « *La LIT en Belgique* » voit le jour. Il dénonce « *Un contrat scandaleux* », en référence au *Contrat d'avenir pour l'emploi*, signé le 18 avril de cette année-là par les dirigeants syndicaux à Val Duchesse. C'est d'ores et déjà l'occasion pour nos camarades de se rendre compte du rôle joué par la bureaucratie syndicale en Belgique. Le tract porte déjà le logo qui revendique fièrement la tradition de la Quatrième Internationale, ainsi que la célèbre phrase de Karl Marx, « *L'émancipation des travailleurs sera œuvre des travailleurs eux-mêmes* », dont il explique le contenu.¹

Le premier numéro de notre journal, *Presse Internationale*, date de septembre de cette même année, avec ce même logo et cette phrase de Marx qui le caractérisent tout au long de son histoire. Le nom du journal² indique que le contenu est encore orienté principalement vers les luttes à l'échelle mondiale, même si l'éditorial s'intéresse spécifiquement au conclave des ministres à Val Duchesse pour adapter le budget de 1997 aux « critères de Maastricht », parce

* Le 5e Congrès de la LIT, en juin 1994, marquera le point d'inflexion de la crise. Voir, dans ce numéro, un bref aperçu de l'histoire de notre organisation internationale.

1 C'est avec ce tract et de la littérature trotskiste que, dans le cadre du *Collectif de Solidarité avec les luttes du peuple chilien*, nos camarades eurent l'occasion de participer avec un stand à la fête du PTB de cette année, à 50 mètres d'un immense panneau glorifiant Staline, sous les regards tolérants de Ludo Martens et d'autres regards qui l'étaient moins.

2 Copié de Διεθνιστικός τυπος - Dietnistikos tupos, le journal publié alors par la section de la LIT en Grèce, un parti actuellement disparu.

qu'il faut « *rester compétitif, c'est-à-dire, que les travailleurs belges doivent soutenir leurs patrons pour les défendre contre les patrons français ou allemands* ».

Cet effort d'insertion et de participation dans les luttes en Belgique va de pair avec une participation assidue dans notre Internationale, en particulier dans la préparation des Congrès de celle-ci et les débats parfois très polémiques sur l'orientation que prendra la LIT pour sortir de la crise. Nos camarades participent aussi à des séminaires organisés par d'autres sections de la LIT. Cela de-

MRS³ seront l'occasion de prendre pied plus solidement dans l'activité militante ensemble avec des camarades syndicalistes et d'autres partis de la gauche.

D'autre part, notre petite équipe commence à prendre elle-même des initiatives de mobilisation et de débat en milieu étudiant (à l'ULB). Au début de 2001, elle est à l'origine d'une initiative sous le nom de *Comité de Réflexion et d'Action Anti-Capitaliste* (CRAAC). Et le CRAAC sera à l'origine, en 2004, de la constitution d'un *Comité Palestine*.

Lors du sommet européen de décembre 2001 à Bruxelles, les camarades unissent leurs efforts avec ceux d'autres sections de la LIT en Europe pour accompagner les protestations qui mettent 120 000 personnes dans la rue. Le mouvement altermondialisation battait alors son plein, un peu partout dans le monde. Quelques mois plus tôt, « *une manifestation de plus de 250 000 personnes à Gênes lors du sommet du G8, avec la présence organisée de syndicats ouvriers, [était] devenue un point de repère de la lutte internationale anti-impérialiste* ». Elle avait été marquée par l'intervention brutale de la police, avec « *six cents blessés, des tortures et des menaces de viol dans les commissariats, un tué par balle et des arrestations massives avec plusieurs disparus des semaines après encore* ».⁴

Les années qui suivent seront marquées par d'importantes luttes des sans-papiers, et nos camarades participent à la constitution de la *Coordination contre les rafles et les expulsions et pour*



viendra une tradition dans notre petite équipe, qui aidera à renforcer la perspective internationaliste de notre lutte. D'autre part, le soutien continu de la LIT sera un élément décisif pour la construction d'une section en Belgique.

A partir du troisième numéro de *Presse Internationale*, de janvier 1997, le contenu est centré sur une lutte importante dans laquelle les camarades participent activement, celle des Forges de Clabecq, avec un appel à participer à la grande manifestation de février 1997. Cette intervention et la création du

3 Le *Mouvement de Renouveau Syndical dans la FGTB et la CSC*. Voir le Dossier dans ce numéro.

4 *Presse Internationale* n° 11, de novembre 1998, publie un entretien avec Roberto D'Orazio. Lors d'un meeting du MRS, le 26.10.1998, un dirigeant syndical argentin proposé par nos camarades prend la parole devant 5000 manifestants, soulignant le caractère internationaliste de la lutte.

4 Cité d'une petite brochure que nos camarades ont éditée à cette occasion, sous le titre *Après Gênes, la lutte continue*. Elle est disponible sur notre site, onglet *Théorie/Quelques textes publiés par la LCT*.



Maria Vindevoghel et Ali Guissé devant le Tribunal du Travail

la régularisation (CRER) le 10 juillet 2003. En 2005 sera alors constitué l'UDEP (Union pour la défense des Sans Papiers), qui « a comme objectif principal la Régularisation de tous les sans-papiers, peu importe l'origine, la culture, la religion, l'appartenance politique, le statut, demandeur d'asile humanitaire ou politique, demandeur article 9,3 (régularisation) ou simplement sans papiers ». ⁵ Dans cette organisation, nos camarades vont promouvoir le lien de cette lutte avec celles de leurs camarades de classe belges, comme lors de la grande manifestation contre le Pacte de solidarité entre les générations ou lors du procès contre le licenciement de Maria Vindevoghel de la Sabena. ⁶

Ils vont aussi œuvrer pour une coordination internationale des luttes des sans-papiers, en particulier avec des organisations similaires en Espagne (ATRAIE) et en Italie, ce qui donnera lieu en 2006 à un Manifeste international des sans-papiers, avec une Mobilisation internationale pour la régularisation, le 1er mai de cette année-là. La participation de notre petite équipe dans cette lutte permettra aussi d'avancer dans l'élaboration théorique sur le thème, ce qui donnera lieu à des contributions spécifiques aux Congrès de la LIT, et à la publication en octobre 2008 d'une petite brochure : *Les travailleurs sans papiers, un maillon essentiel de*

l'exploitation capitaliste. ⁷ Entre-temps, l'accompagnement et le soutien militant des luttes dans les usines – comme celle de Splintex, en décembre 2004 – sera toujours une priorité.

Forts de l'expérience de dix ans de participation dans les luttes, les camarades seront finalement en conditions de formuler, après des mois de discussion et d'élaboration intenses, un Programme révolutionnaire spécifique pour la Belgique, avec lequel ils constitueront formellement un parti sous le nom de *Ligue Communiste des Travailleurs* (LCT). Le Congrès de fondation aura lieu le 11 novembre 2006. Et la LCT sera alors acceptée comme section belge de la LIT-QI.



Le numéro 44 de *Presse Internationale*, de décembre 2006, insistera sur la continuité de notre engagement militant dans cette nouvelle étape. Sur la *Une* du journal, la mention LIT-QI sera simplement remplacée par LCT.

⁷ Elle est disponible sur notre site, www.lct-cwb.be, voir la colonne de droite.

La décennie qui suit sera marquée par un déclin dans les luttes. La crise capitaliste mondiale passe par là. Il y a bien de grandes manifestations, mais la Grève nationale du 6 octobre 2008, par exemple, devient finalement une Journée d'action syndicale. Dans un premier temps, l'axe central de l'activité de la LCT est encore la lutte des sans-papiers, sans toutefois oublier d'accompagner activement des luttes comme celle d'AB-InBev, par exemple, en janvier 2010. Mais graduellement, nos camarades vont se structurer dans le monde du travail et participer dans des activités syndicales concrètes. Cette réorientation ne se passe pas sans problèmes. Et ce n'est que six ans après la fondation que nous aurons finalement notre 2e Congrès, en 2012, où nous parviendrons à consolider ce petit noyau d'intervention révolutionnaire qu'est la LCT. C'est ainsi que notre participation dans le Comité de soutien issu de l'Appel de mai 2012 de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut, par exemple, aura un caractère qualitativement différent.

Notre 3e Congrès, en avril 2015, nous permet alors de faire de façon sereine une analyse des derniers développements dans la lutte, avec une grève générale sans lendemain en décembre 2014, le gouvernement Michel qui applique pas à pas les mesures d'austérité déjà entamées par le gouvernement socialiste précédent, une métamorphose

qui se consolide dans le PTB, une direction syndicale qui veille plus à être admise dans des négociations avec des « partenaires sociaux » qu'à mobiliser notre classe dans une guerre sociale sans merci, et des luttes qui se mènent, comme celle des nettoyeurs de BM&S, sans parvenir à dépasser la dispersion et à s'unir dans une lutte plus ample.

C'est par cette participation active dans les luttes, dans les moments de grandes mobilisations à travers le pays comme dans les périodes de reflux, d'hésitation de notre classe qui ne parvient pas faire valoir tout son potentiel de combativité, que la LCT a pu se construire. Il y a du pain sur la planche, car... la lutte continue !

⁵ *Presse Internationale* n° 31, juin 2005

⁶ *Presse Internationale* n° 34, décembre 2005

L'histoire de la LIT-QI

Nous reproduisons ici des extraits d'un Bref aperçu de l'histoire de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI), d'Alicia Sagra (2008). Le texte complet, qui commence par une Introduction pour situer notre origine dans le cadre de la construction de la Quatrième Internationale, est disponible sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet LIT-QI. Alicia est membre de la Direction Nationale du PSTU(A), la section argentine de la LIT-QI.

Nos origines

Le courant connu actuellement comme la LIT-QI existe comme courant international depuis 1953, avec des noms différents. A l'échelle nationale, il est apparu en Argentine en 1943 comme un petit groupe dirigé par Nahuel Moreno, le *Groupe Ouvrier Marxiste (GOM)*, [...] avec l'objectif central d'aller vers la classe ouvrière pour essayer de dépasser le caractère marginal, bohème et intellectuel du mouvement trotskiste argentin.

[Après une description détaillée de l'insertion dans des quartiers ouvriers et de l'intervention correcte dans les luttes, qui ont permis de gagner de l'influence et de se fortifier, le récit conclut que, bien que n'étant qu'un petit groupe d'une centaine de militants] le parti argentin est arrivé à être – avec le SWP étasunien, construit sous l'orientation personnelle de Trotsky – le parti le plus ouvrier du mouvement trotskiste. Dans ce processus, nous avons dépassé notre sectarisme et notre propagandisme, mais nous sommes tombés dans une déviation syndicaliste, que nous avons commencé à dépasser par la suite grâce à notre participation dans l'Internationale.

La participation dans la Quatrième Internationale

[...] Le 2e Congrès [de la Quatrième Internationale] a eu lieu en 1948. [...] Malgré le caractère sectaire et propagandiste de ce Congrès, le fait d'y avoir participé a été qualitatif pour le GOM. C'est à partir de ce moment qu'a commencé le travail dans un cadre international. Nous avons commencé à donner beaucoup d'importance aux analyses politiques de l'impérialisme et à ses relations avec les bourgeoisies nationales. Nous avons accordé également beaucoup d'importance aux caractérisations internationales : c'était le cas de la position du GOM, comme partie de

la Quatrième Internationale, en faveur de la Corée du Nord dans sa confrontation avec la Corée du Sud. Moreno a toujours revendiqué l'entrée du GOM à la Quatrième Internationale comme un fait qualitatif, bien que notre groupe n'ait jamais été reconnu comme section officielle. [...]

La lutte contre le pablisme

En 1951, en pleine guerre froide, tous les commentateurs internationaux affirmaient que le choc armé entre les Etats-Unis et l'URSS était inévitable. Pablo [le dirigeant grec, qui avait gagné beaucoup de prestige dans la polémique sur le caractère des Etats de l'Europe de l'Est à partir de 1949] et Mandel, impressionnés par les analyses de la presse bourgeoise, sont arrivés à une conclusion funeste pour l'Internationale : pour eux, la troisième guerre mondiale était inévitable. Et ils soutenaient que, face à l'attaque impérialiste, les partis communistes, dans leur souci de défendre l'URSS, adopteraient des méthodes violentes pour faire face aux Etats-Unis ; et que cela allait les mener à la lutte pour le pouvoir dans différentes parties du monde. La même chose se produirait avec les mouvements nationalistes bourgeois dans les pays dépendants.

Sur la base de cette analyse, Pablo et Mandel proposèrent « l'entrisme sui generis », l'entrisme un peu spécial, dans les partis communistes et nationalistes bourgeois, que nous devrions accompagner en cela sans critique, jusqu'après la prise du pouvoir. La majorité du trotskisme international, dirigé par la section française, a refusé de mettre en œuvre cette politique. Le groupe argentin (le GOM, qui avait acquis entre-temps le nom de Parti Ouvrier Révolutionnaire) insista sur le fait que cette position [...] était une révision complète de certains points essentiels du programme trotskiste. [...]

La révolution bolivienne. La division de la Quatrième Internationale

[...] La conséquence la plus tragique de cette politique a été la trahison de la révolution bolivienne.

En 1952 se déroule en Bolivie une révolution typiquement ouvrière [...] et la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) apparaît comme un organisme de double pouvoir. [...]

L'organisation trotskiste bolivienne (POR) avait gagné une influence énorme dans le mouvement ouvrier, depuis les années 1940. [...] Son principal dirigeant, Guillermo Lora, fut le rédacteur des *Thèses de Pulacayo* – une adaptation du Programme de Transition à la réalité bolivienne – adoptées par la *Fédération de Mineurs*. Lora a été élu sénateur par un front dirigé par la Fédération de Mineurs lors des élections de 1946. Dans la révolution de 1952, le POR participait à la direction des milices et à la fondation de la COB. Il avait un poids de masses en Bolivie.

Malheureusement, le POR bolivien a suivi l'orientation du Secrétariat International de la Quatrième Internationale dirigée par Pablo et n'a pas mené la politique de prise de pouvoir par la COB. Au contraire, il a donné son soutien critique au gouvernement bourgeois du MNR (un mouvement nationaliste bourgeois). Faute d'orientation révolutionnaire, le mouvement de masses a été peu à peu désarmé et démobilisé, et en quelques années, la révolution a été démontée. [...]

D'autre part, la direction internationale, conduite par Pablo, appliqua une méthode néfaste. Elle intervint dans le parti français et en destitua la direction qui ne correspondait pas à sa politique, et elle essaya de former une faction secrète dans le SWP étasunien.

En rejetant l'orientation de l'entrisme sui generis et les méthodes bureaucratiques et déloyales de Pablo, la

majorité des trotskistes français (dirigés par Lambert) et anglais (dirigés par Healy), le SWP (Etats-Unis) et les trotskistes sud-américains (à l'exception du POR bolivien et du groupe de Posadas en Argentine) ont rompu avec le Secrétariat International (SI) dirigé par Pablo ; et ils ont créé le *Comité International* (CI) en 1953. [...]

La révolution cubaine et la réunification de 1963

La reconnaissance de la révolution cubaine et le soutien à elle fut la base de la réunification de la Quatrième Internationale en 1963. C'est ainsi qu'apparut le SU (Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale) dirigé par Mandel et par le SWP. [...] Toutes les forces trotskistes qui caractérisaient Cuba comme un nouvel Etat ouvrier sont entrées dans le SU, tandis que les Anglais et les Français, qui ne reconnaissaient pas ce caractère de la révolution cubaine, sont restés dehors. Quant à nous, nous avons tardé une année à y entrer, car nous demandions un bilan de la période antérieure, où devait être stigmatisée la méthode impressionniste qui avait mené à la trahison de la révolution bolivienne, et ce, afin d'éviter qu'il y ait à nouveau des déviations semblables. Bien que ce bilan autocritique n'ait pas été effectué, nous avons décidé d'y entrer en 1964, convaincus que, malgré les divergences, une réunification autour du soutien à une révolution était positive et que cela permettrait de prendre part avec davantage de force à la future montée que nous prévoyions.

La lutte contre les déviations guérilléristes. [...] La révolution portugaise.

La révolution cubaine a eu une grande influence dans l'avant-garde mondiale, et spécialement dans la latino-américaine. En Argentine, dans les années 60, cela va de pair avec un recul prononcé du mouvement ouvrier. L'influence castroïste a eu des conséquences très négatives sur notre groupe. [...]

La pression du foquisme [de « *foco* », le foyer de guérilla, isolé des masses] ne s'est pas seulement fait sentir au niveau du groupe argentin : elle eut aussi des conséquences sur la direction de la

Quatrième Internationale. La méthode impressionniste de Mandel était toujours présente et cela a mené à une nouvelle capitulation vers la fin des années 1960, cette fois au castrisme, en acceptant la conception guérillériste du foquisme. Le 9e Congrès de la Quatrième Internationale (1969) décida l'adoption de la guerre de guérilla en Amérique latine, et l'organisation de Santucho (PRT-El Combatiente) [issue d'une rupture en 1968 autour de ces positions guérilléristes] fut donc reconnue comme section officielle de la Quatrième Internationale, notre organisation (PRT-La Verdad) devenant section sympathisante.

Le SWP des Etats-Unis [...] et tous les groupes sud-américains furent à la tête d'un courant qui mena une grande bataille contre ces positions. Nous disions que la théorie du « *foco* » (foyer de guérilla) était une politique élitiste, isolée du mouvement de masses, et qu'elle provoquait de grandes catastrophes. Les faits nous ont malheureusement donné raison. Le trotskisme a perdu beaucoup de précieux militants qui ont suivi cette orientation erronée, principalement en Argentine mais aussi dans d'autres pays. A partir de ce moment, le SU a commencé à se transformer en une fédération de tendances dont chacune appliquait sa propre politique.

La montée commencée en 1968 avait ouvert de nouvelles opportunités et l'existence d'une organisation mondiale unifiée (le SU) permettait d'en profiter. En France, par exemple, où le trotskisme avait pratiquement disparu à la suite de l'entrisme sui generis, apparaît la Ligue Socialiste des Travailleurs (LSR) qui arrive à organiser 5 000 militants et à avoir un quotidien. En Amérique latine, le PST argentin [de Moreno] croît considérablement ; et aux Etats-Unis, le SWP se renforce grâce à sa participation à la mobilisation contre la guerre du Vietnam.

Mais la déviation guérillériste n'était pas encore surmontée dans les années 1970 et il fallait déjà faire face à une nouvelle capitulation de Mandel : la capitulation à la nombreuse avant-garde apparue dans le *mai 68* français et influencée par le maoïsme. Notre polémique avec Mandel est développée dans « *Le parti et la révolution* » de Nahuel Moreno.

Au cours de cette lutte contre le guérillérisme et l'avant-gardisme, le PST

argentin s'est développé comme un grand parti d'avant-garde. Ce renforcement a lieu avec une politique opposée à celle de Mandel : en intervenant dans la montée connue comme le « *Cordobazo* » et en participant au processus électoral. Au cours de cette période, nous avons organisé le parti en Uruguay et au Venezuela.

Quand éclate la révolution portugaise en 1974, le PST y envoie des cadres pour participer au processus. [...] Nous avons gagné un secteur d'étudiants secondaires et organisé le parti portugais, qui a formé d'importants cadres pour l'Internationale.

Cette révolution a montré une capitulation de plus de Mandel qui, en suivant le maoïsme, a soutenu le MFA (Mouvement des Forces Armées) qui participait au gouvernement de l'empire portugais. Ce processus a aussi provoqué la rupture de la FLT (la Fraction Léniniste Trotskiste – où nous étions avec le SWP des Etats-Unis pour faire face au mandélisme) en 1975, face à l'impossibilité de partager une même politique pour la révolution. Pour le SWP, la tâche centrale était d'avancer des consignes démocratiques et de publier les œuvres de Trotsky.

La plupart des organisations et militants de la Colombie, du Brésil, du Mexique, de l'Uruguay, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et du Pérou se sont retirés de la FLT et ont construit, avec le PST argentin, une tendance qui se déclara immédiatement comme fraction du SU : la Fraction Bolchevique (FB), qui plus tard donnera naissance à la LIT-QI.

La participation dans la révolution portugaise et la polémique avec le mandélisme et le SWP nous a permis d'avancer dans l'élaboration théorique (exprimée dans « *Révolution et contre-révolution au Portugal* ») sur la construction de partis dans des processus révolutionnaires.

Le parti au Brésil

Un groupe de jeunes Brésiliens [...] commence à se développer [en 1974] et élabore la politique d'un appel à un PT (Parti des Travailleurs), sous l'orientation de la direction de la Fraction Bolchevique.

La jeune organisation brésilienne s'est développée pendant 12 ans sans se



« Une Internationale des travailleurs » - Nahuel Moreno, dans le congrès de fondation de la LIT-QI.

dissoudre dans la direction bureaucratique [du PT] et sans y capituler. Cela a été possible parce qu'elle appartenait à un courant international qui avait donné l'orientation de faire de l'entrisme dans le PT et de centrer le travail sur les oppositions syndicales dans la CUT, et qui mettait en lumière le caractère bureaucratique de la direction luliste.

De cette façon, *Convergence Socialiste* a pu quitter le PT, douze ans plus tard, qualitativement plus forte que quand elle y est entrée, et avec une politique de *Front unique révolutionnaire* orientée vers les secteurs d'avant-garde qui rompaient avec le parti de Lula. [...]

La révolution nicaraguayenne. La brigade Simón Bolívar

En 1979, quand éclate la révolution nicaraguayenne, notre courant décide de participer physiquement à la lutte contre Somoza, malgré les différences avec le sandinisme. A travers le PST colombien, il mène une grande campagne

pour construire la *Brigade Simón Bolívar*. [...] En maintenant sa totale indépendance politique, la Brigade entre dans l'armée sandiniste et accomplit un rôle héroïque dans la libération de la région Sud du Nicaragua, ce qui lui coûte des morts et des blessés. Avec le triomphe de la révolution, les brigadistes sont reçus comme des héros à Managua. Nous exigeons que le sandinisme rompe avec la bourgeoisie et prenne le pouvoir conjointement avec les syndicats ouvriers. Mais le sandinisme, en suivant la politique de Castro, entre dans un gouvernement de coalition avec Violeta Chamorro. La Brigade promeut la création de syndicats et en organise plus de 70 en une semaine, ce qui provoque la réaction de la direction sandiniste, qui expulse la Brigade du Nicaragua. Plusieurs brigadistes sont emprisonnés et torturés par la police du Panama, alliée du gouvernement sandiniste.

Le SU envoie alors une délégation à Managua pour dire que nous étions

un groupe ultra-gauchiste avec lequel il n'avait rien à voir, et il approuve une résolution interdisant la construction de partis en marge du sandinisme. Le refus de défendre les militants révolutionnaires torturés par la bourgeoisie est la conséquence de l'adoption de cette résolution interne qui, dans la pratique, était un décret d'expulsion de notre courant, en nous obligeant à rompre définitivement avec le SU.

Ces faits révèlent la véritable polémique à l'intérieur du SU. Nous défendions la nécessité de construire un parti révolutionnaire au Nicaragua et eux non. C'est la même discussion qui a eu lieu par rapport à Cuba, tant sur la construction du parti que quant à la nécessité de la révolution politique. Tout démontrait la capitulation croissante du SU au castrisme et au sandinisme, ainsi que l'abandon de la morale révolutionnaire, ayant refusé de défendre des militants trotskistes emprisonnés et torturés par la bourgeoisie. [...] C'est le courant dirigé

par Pierre Lambert, l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste), qui a manifesté sa solidarité avec la Brigade. C'est ainsi qu'a commencé notre relation politique avec le lambertisme, avec lequel nous n'avions pas de contact depuis 1963. [...] Mais cette tentative a été frustrée. [...] Nous n'avons pas vu que le lambertisme avait des liens forts avec la bureaucratie syndicale, ce qui l'a conduit à capituler au gouvernement de Front Populaire de Mitterrand en France. [...] La polémique avec le lambertisme nous a obligés à avancer dans l'élaboration sur le Front Populaire, ce qui s'est traduit dans la brochure *La trahison de l'OCI*, de Nahuel Moreno.

La fondation de la LIT-QI

En janvier 1982 a lieu une réunion internationale avec les partis de la FB et deux importants dirigeants du lambertisme (Ricardo Napurí du Pérou et Alberto Franceschi du Venezuela). Un des points centraux à l'ordre du jour était l'organisation d'une campagne en défense de la morale révolutionnaire de Napurí, attaqué par Lambert parce qu'il exprimait des différences politiques avec lui. Un autre point important était la manière d'avancer dans la construction de l'Internationale.

Après avoir approuvé la campagne, la réunion résolut à l'unanimité de se transformer en *Conférence de fondation* d'une nouvelle organisation internationale. Les *Statuts* de la LIT-QI et les *Thèses de Fondation* – où est affirmée la stratégie de la construction de la Quatrième Internationale avec influence de masses – furent approuvés. Il ne s'agissait pas seulement de la FB avec un autre nom, puisque s'y est intégré Franceschi, avec son parti, le MIR ouvrier, qui avait rompu avec le lambertisme, ainsi que Napurí, avec la moitié du parti péruvien, qui rompt avec Lambert. [...]

En 1985, le premier Congrès de la LIT-QI approuve un Manifeste où il définit la situation mondiale comme révolutionnaire et où il appelle à construire un *Front Unique Révolutionnaire* (FUR) à partir d'un programme minimal révolutionnaire pour faire face au *Front de la contre-révolution impérialiste mondiale* – les bourgeoisies nationales, l'Eglise, le stalinisme, le castrisme, le sandinisme et les bureaucraties syndicales –, et à avancer

vers la construction de partis révolutionnaires nationaux et d'une Internationale avec influence de masses.

En 1987 le groupe de Bill Hunter de l'Angleterre, qui ne provient pas du maoïsme, s'y intègre, ainsi qu'un groupe de jeunes trotskistes indépendants du Paraguay, qui donnent naissance au PT paraguayen. [...]

En 1987, La LIT-QI reçoit un coup terrible avec le décès de son fondateur et principal dirigeant, Nahuel Moreno. [...]



La crise des années 1990

Dans les premières années de la décennie 1990 se développa une crise majeure dans notre courant international [...] qui l'a mené presque à sa destruction. [...] Comme dit le *Bilan des activités* adopté par le 8e Congrès (juillet 2005) : « *Au moment de compter les désistements et les pertes, nous pouvons constater que, tout au long de ce processus, la LIT a perdu non seulement son programme, son régime, ses finances, ses publications, mais également la majeure partie de son patrimoine humain. Au total, la LIT a perdu entre quatre et cinq mille militants, dont peut-être 80 % des cadres avec grande expérience.* »

Les causes de la crise

Une combinaison de facteurs objectifs et subjectifs explique notre crise, les éléments objectifs étant les déterminants. Cela devient évident quand on voit qu'il s'agissait non seulement de notre Internationale, mais d'un processus qui a envahi toutes les organisations de gauche, y compris les révolutionnaires. [...] Le problème principal était que la restauration [du capitalisme dans les pays de l'Est] n'eût pas lieu comme

Trotsky l'avait prévu, moyennant un putsch contre-révolutionnaire, mais au nom des libertés démocratiques et en utilisant des institutions bourgeoises. [...] En conséquence de cela et de la campagne de l'impérialisme sur « la supériorité du capitalisme », la grande majorité de la gauche abandonna la perspective du socialisme et de la lutte pour le pouvoir. [...] Ainsi s'est construit un nouveau réformisme, un réformisme sans réformes.

Ce « déluge opportuniste », qui a frappé toute la gauche, y compris les organisations trotskistes, s'est également abattu sur la LIT. [...]

La nouvelle réalité de la LIT

[...] Peu à peu, la tradition théorique et la politique méthodologique ont été récupérées. Une réponse politique fut donnée à des faits nouveaux : la guerre de Bosnie, la « mondialisation » capitaliste, la restructuration productive. Nous avons réussi à donner une interprétation théorique de la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers dégénérés. Les partis de la LIT sont intervenus dans les processus révolutionnaires latino-américains et ont mené une politique de principes, de confrontation avec les nouveaux gouvernements (de Front populaire ou populistes) issus de ces processus.

Autour de la participation à ces processus, la LIT a entamé sa reconstruction, non seulement sur le plan théorique, programmatique, méthodologique, moral, mais aussi en termes d'organisation. [...]

Notre projet stratégique : la reconstruction de la Quatrième Internationale

[...] La LIT-QI réaffirme son projet stratégique : la reconstruction de la Quatrième Internationale. Et elle appelle à l'unité autour d'un programme révolutionnaire qui prend en compte non seulement les réponses politiques aux principaux événements de la lutte de classe qui rapprochent les travailleurs à la lutte pour le pouvoir, mais aussi les aspects de conception du parti, de méthode et de morale révolutionnaires. [...] ■

« Je ne crois pas que le triomphe du socialisme soit inévitable. Je crois que le résultat dépend de la lutte de classes, dans laquelle nous sommes immergés. Et qu'il est donc indispensable de lutter, de lutter avec rage, pour triompher. Parce que nous pouvons triompher. Il n'y a pas de dieu qui a pré-établi que nous ne puissions le faire. »

Nahuel Moreno